

Sept leviers pour la transition de l'économie à l'oeconomie

Pierre Calame

L'image du levier correspond bien à ce que nous devons faire: identifier quelques défis concrets dont nous pensons qu'ils pourraient exercer un effet de levier considérable parce qu'ils impliqueraient de proche en proche des transformations dans le système tout entier. S'agissant d'un changement systémique, ce n'est pas une surprise de constater que ces leviers concernent soit les concepts soit les acteurs, soit les outils qui sont à la base de l'économie actuelle.

Voici sept leviers proposés.

1. Adopter le nouveau concept d'oeconomie pour décrire l'enjeu du changement systémique

Ce que nous appelons aujourd'hui l'économie est en réalité un modèle de production, d'échange et de consommation qui repose sur l'idée que l'équilibre de la société dépend d'une croissance sans limite. Qui plus est, l'ensemble de nos outils économiques nous empêche de faire une distinction claire entre le travail humain d'un côté et la consommation de ressources naturelles de l'autre. Or, c'est cette absence de distinction qui n'a pas de sens dans la situation nouvelle où nous prétendons atteindre le bien être de tous, c'est-à-dire probablement d'un maximum de 9 milliards d'habitants, tout en nous imposant des limites strictes dans la consommation d'énergie fossile et de ressources naturelles non renouvelables, de façon à demeurer à l'intérieur des limites que nous considérons comme le « domaine de viabilité » de notre système vivant.

Malheureusement, depuis 200 ans, l'ensemble de la science économique, telle qu'on la développe et qu'on l'enseigne, a ignoré purement et simplement la réalité de ces limites naturelles de la planète. Les concepts, les acteurs et les politiques développés au cours de ces deux siècles ont découlé de cette vision de l'économie. C'est pourquoi nous avons besoin d'un changement systémique avec de nouveaux objectifs, de nouveaux concepts, de nouveaux acteurs, de nouvelles

institutions, de nouvelles politiques.

C'est ce renouvellement que je propose d'appeler le passage de l'économie à l'oeconomie. Jusqu'à présent, il advient au mot économie ce qu'il est advenu du mot développement quand le concept de développement durable a été créé. Développement durable est un oxymore ou, pour dire mieux, la résurgence de la pensée magique : croire qu'il suffit de nommer les choses pour leur donner vie. Quand le concept de développement durable a été adopté, à partir du rapport Bruntland « notre avenir commun », en 1986, il y avait un consensus sur la nécessité de poursuivre le développement tel que nous l'avions connu jusqu'à présent, c'est-à-dire en créant le bien être grâce à une augmentation incessante de la production et de la consommation de biens matériels. L'idée était si fortement ancrée que la cohésion sociale dépendait de la poursuite du développement que personne n'aurait envisagé de retirer du projet politique le développement lui-même. Et ce retrait eût été plus inacceptable encore pour les pays en développement, qui auraient interprété l'abandon de ce concept comme l'acceptation du fait qu'ils ne devaient plus se développer, au nom de la protection de la planète. Mais, au même moment, tout le monde avait pris conscience que ce modèle de développement n'était pas durable. D'où l'ajout de l'adjectif « durable » au substantif « développement » : c'est la définition même d'un oxymore, mettre ensemble deux concepts contradictoires dans l'espoir de résoudre magiquement la contradiction. Mais chacun peut voir ce qui s'est passé au cours de ces deux dernières décennies : aujourd'hui, tout le monde prétend pratiquer le développement durable, et pourtant nous continuons à évoluer vers la non durabilité comme le montre la croissance continue de l'empreinte écologique de l'humanité.

Même propension à la pensée magique avec la multiplication de concepts incluant non plus le mot développement mais le mot économie : économie verte, économie stationnaire, économie durable, etc.. Nous gardons le mot économie pour les mêmes raisons que nous avons gardé il y a vingt ans le mot développement. Même logique, probablement même résultat. En vérité, il est pratiquement impossible de changer le sens donné au concept d'économie, tout

simplement parce que ce concept est enseigné dans des milliers d'universités à travers le monde. Dès lors, si nous voulons provoquer un changement et créer de nouveaux processus de production, d'échange et de consommation, respectueux des limites de la planète, nous devons aller plus loin et choisir un nouveau mot capable d'entraîner de nouveaux modes de raisonnement imprégnant à leur tour la recherche universitaire et la formation. Si nous ne le faisons pas, nous en resterons à la pensée magique. Et je suggère que l'on adopte pour cela le mot *oeconomie*.

Ce mot a un mérite immense : c'est justement l'origine étymologique du mot actuel *économie* et sa signification correspond exactement à ce que nous avons à faire dans le futur. En grec, il est en effet formé de deux mots: « *oikos* », qui signifie la maison, la terre familiale, et donc maintenant notre planète, et « *nomos* » qui signifie l'art, les règles. L'*oeconomie*, c'est l'art de gérer les ressources rares au profit de l'humanité. *Oeconomie* veut donc très exactement désigner ce dont nous parlons à propos de la grande transition. Ce ne devrait pas nous étonner : à mains égards la nouvelle économie que nous devons créer pour le 21e siècle ressemble beaucoup, mais à une échelle globale, à celle qui se déployait dans les siècles passés à une échelle locale, aux situations que nous connaissions avant la révolution industrielle, à l'époque où chaque communauté locale devait veiller à préserver sa viabilité à long terme dans un contexte de ressources naturelles limitées.

2. Adopter une Charte des responsabilités universelles

La « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) est un autre oxymore caractéristique de notre mode de pensée actuelle. A propos de la RSE les anglo-saxons parlent volontiers des trois P : *people* (les gens) *profit* (le profit), *planet* (la planète). Mais il suffit de regarder une entreprise à actionnaires multiples, plus encore une entreprise où les actionnaires principaux sont des fonds d'investissement ou des fonds de pension, poussant tous à la « valeur d'actionnaires » c'est-à-dire au profit que peuvent tirer les actionnaires de l'activité de l'entreprise, pour comprendre que 90 % de l'attention de l'état major

de l'entreprise se consacre au profit et seule 10 % aux deux autres P, les gens et la planète. Cela ne dépend même pas des convictions personnelles du PDG de l'entreprise. Il peut avoir de fermes convictions sur la responsabilité sociale de l'entreprise, il n'en reste pas moins dépendant de ses actionnaires.

Allons plus loin. Que ce soit les acteurs étatiques ou les acteurs économiques, leur responsabilité aujourd'hui est définie comme l'obligation de rendre compte à leurs propres mandants, c'est-à-dire à leurs électeurs nationaux, dans le cas des responsables politiques, ou à leurs actionnaires, dans le cas des entreprises.

Nous ne pouvons dépasser cette situation qu'en définissant et en mettant en oeuvre un nouveau concept de responsabilité, selon lequel notre responsabilité résulte de notre impact et non de la nature de nos mandants, où notre responsabilité est proportionnelle à notre savoir et à notre pouvoir, où il nous est impossible de prendre prétexte de notre impuissance pour justifier notre responsabilité tant que nous n'aurons pas cherché à nous relier à d'autres pour dépasser cette impuissance. C'est seulement à cette condition que nous créerons des conditions réelles de responsabilité pour tous les acteurs économiques qu'ils soient producteurs, distributeurs, ou consommateurs.

3. Créer une monnaie multi-dimensionnelle

Toutes les contradictions politiques, et même la schizophrénie que nous observons aujourd'hui à propos de l'économie, résultent du fait que nous devrions développer le recours au travail humain - qui traduit le besoin que nous avons l'un de l'autre - de manière à renforcer la cohésion sociale, tout en limitant en même temps notre consommation d'énergie fossile et de ressources naturelles. Constatons qu'aujourd'hui nos gouvernements ne sont pas capables de résoudre cette contradiction.

Ce fut particulièrement visible en 2009 : au cours de la même période, le G20 s'employait activement à éviter une récession globale et participait aux négociations de Copenhague dans l'espoir d'aller au delà du protocole de Kyoto. Ainsi les mêmes dirigeants politiques disaient des choses complètement différentes, à quelques semaines d'intervalle, dans un lieu et dans l'autre.

Mais cette contradiction entre développement du travail humain et économie des ressources naturelles est-elle une contradiction « naturelle », une contradiction qui résulte de la nature même du monde, ou est-ce une contradiction « artificielle » résultant des outils que nous utilisons pour gérer l'économie ? Il est évident que c'est la seconde hypothèse qui est juste. C'est parce que nous utilisons la même monnaie pour payer le travail humain, auquel nous devrions avoir un recours croissant, et pour payer l'énergie et les ressources naturelles, que nous devrions économiser de plus en plus, qu'il y a contradiction. En d'autres termes, notre véhicule économique, aujourd'hui, n'a qu'une seule pédale pour le frein et l'accélérateur.

Cette manière de procéder n'est que l'héritage du passé et le fruit de l'habitude et de notre paresse intellectuelle car, aujourd'hui, les systèmes techniques qui sont à notre disposition nous permettraient très facilement d'utiliser une monnaie multi-dimensionnelle, c'est-à-dire de payer le travail humain d'un côté et l'énergie et les ressources naturelles de l'autre avec des monnaies différentes. C'est très facile avec la monnaie électronique. Il n'y a pas d'obstacle à utiliser différentes monnaies avec la même carte de crédit quand on veut payer des choses différentes : d'ores et déjà, nous utilisons régulièrement des points de fidélité ou des « miles », qui sont une monnaie créée par les compagnies aériennes.

Il ne sera pas possible de parvenir à la fois à la justice sociale et à l'efficacité sans créer des quotas individuels négociables pour l'énergie et les ressources naturelles. L'existence de tels quotas, qui constitue en réalité une « monnaie énergie » créera le besoin d'une traçabilité tout le long de la filière de production et d'échange. Chacun sait aujourd'hui que les « fuites de carbone » (« carbon leaks »), c'est-à-dire la consommation d'énergie cachée parce qu'elle est incorporée dans les biens et services importés représente 25 à 30 % du total des émissions de gaz à effet de serre de l'Europe ou des Etats-Unis. C'est pourquoi de toutes façons cette traçabilité globale est une nécessité absolue.

4. Développer une gouvernance à multi-niveaux pour la production, l'échange et la consommation

Aujourd'hui, nous avons une approche duale. Certains estiment qu'un marché globalisé, généralisé, est la condition même du progrès global et considèrent que toute tentative pour recréer des systèmes d'échanges locaux est une démarche protectionniste qui nous renvoie à l'âge de la pierre. A l'opposé, de nombreux militants de la transition économique estiment que c'est la relocalisation de l'économie qui constitue la bonne réponse.

Mais aucune de ces deux positions ne peut être sérieusement défendue. D'un côté, on observe que la globalisation des échanges et la transformation de tous les biens et services en produits de marché conduit à faire coexister au niveau local des créativités inemployées et des besoins non satisfaits. Cette coexistence même rend l'économie actuelle illégitime. Mais, d'un autre côté, prétendre revenir à une localisation stricte des échanges n'a pas grand sens dans un monde où l'énergie fossile, l'eau et la plupart des ressources naturelles sont concentrées dans un petit nombre de régions.

Dans le domaine général de la gouvernance, de plus en plus de gens ont compris que l'avenir était à la gouvernance à multi-niveaux. Pour la première fois, en 2009, le Comité des régions européennes a publié son livre Blanc sur la gouvernance à multi-niveaux. Cela veut dire qu'il ne sert à rien d'essayer d'attribuer des compétences exclusives sur les affaires publiques à différents niveaux de gouvernance car, en réalité, aucun problème social, économique ou écologique ne peut être correctement traité à une seule échelle. C'est pourquoi l'avenir de la gouvernance réside dans l'élaboration de règles de coopération entre différents niveaux de gouvernance et non dans l'attribution de compétences exclusives à chacun d'eux.

Il en va de même pour l'économie. L'enjeu n'est pas de choisir entre une monnaie mondiale, permettant de gérer le commerce international et des monnaies nationales ou locales, permettant d'organiser les échanges à d'autres niveaux. Les deux sont également nécessaires. L'histoire nous montre que monnaie et communauté sont inséparables car la communauté se tisse par les

échanges qu'elle crée en son sein et doit, en retour, disposer du moyen d'organiser ces échanges. Ce qui signifie que l'oeconomie doit se construire sur une gestion de la production et d'échange à multi-niveaux.

5. Adopter des régimes de gouvernance adaptés aux différents types de biens et de services

Aujourd'hui, nous avons tendance à raisonner en terme d'opposition entre biens publics et biens privés. Mais, une fois encore, ce dualisme est trop simple pour permettre de traiter correctement de la véritable nature des biens et services. Or, un des principes de base de la gouvernance est de devoir adopter des règles qui soient réellement adaptées à la nature des problèmes à traiter. C'est pourquoi définir et adopter des régimes de gouvernance adaptés à la véritable nature des différents biens et services est essentiel pour passer de l'économie à l'oeconomie. Encore faut-il savoir ce qu'est cette véritable nature des biens et services. Nous pouvons la définir grossièrement par un simple test : qu'arrive-t-il quand nous voulons partager un bien ou un service ? La réponse à cette question fait apparaître quatre catégories :

- les biens qui sont détruits lorsqu'ils sont divisés : c'est le cas par exemple des écosystèmes ;
- les biens et services qui se divisent quand ils sont partagés mais qui sont en quantité limitée. C'est typiquement le cas de la plupart des ressources naturelles comme l'énergie fossile, l'eau, les sols fertiles, etc, pour ce type de biens, nous devons trouver des régimes de gouvernance qui combinent justice sociale et efficacité ;
- les biens et services qui se divisent en se partageant mais qui existent en quantité indéfinie. C'est le cas pour la plupart des fruits de l'industrie humaine où la créativité, les connaissances scientifiques et techniques incorporées dans la production, les processus industriels et la mobilisation de savoir faire humains sont décisifs pour déterminer la quantité de biens qui sera finalement produite ; cette troisième catégorie est celle à laquelle s'appliquent le mieux les mécanismes du marché ;

- enfin, last but not least, il y a les biens et services qui se multiplient en se partageant. Pensons par exemple aux savoirs ou à l'expérience. C'est typiquement leur cas. Le régime de gouvernance qui s'applique à cette dernière et importante catégorie de biens est plus proche de la mutualisation que de la gestion par le marché.

6. Promouvoir des filières durables, en particulier en en faisant la nouvelle vocation de l'Organisation Mondiale du Commerce

En général, on nous présente la grande entreprise, en particulier la grande entreprise multinationale, comme l'acteur majeur de ce 21^e siècle, plus puissante encore que ne le sont les Etats eux-mêmes parce que l'entreprise, dont le chiffre d'affaires est supérieur au budget de la plupart des Etats est, de surcroît, plus mobile qu'eux. L'émergence des entreprises transnationales au cours du dernier siècle résulte directement de leur capacité à combiner la connaissance, le capital et la mobilisation d'une force de travail grande et diversifiée, c'est à dire les ingrédients de la révolution industrielle. On pourrait même dire que l'entreprise a été « l'être vivant collectif » le mieux adapté à la nouvelle situation créée par cette révolution. Ajoutons que les entreprises transnationales bénéficient d'un avantage comparatif dans le cadre de la globalisation ; la flexibilité dont elles sont capables contraste avec l'inertie des acteurs publics.

Des grands rituels, comme le Forum économique mondial de Davos, accréditent d'ailleurs année après année le fait que la grande entreprise transnationale est le plus puissant moteur de notre siècle. Mais n'est-ce pas une illusion ? Les entreprises telles que nous les connaissons sont-elles capables de faire face aux défis du 21^e siècle, de conduire la transition de l'économie à l'oeconomie ? Probablement pas. Il suffit pour s'en convaincre de se demander pourquoi une entreprise est incapable d'être réellement responsable et de ce fait pourquoi elle est illégitime ? La réponse est simple : c'est parce qu'elle ne contrôle qu'une partie de la filière globale de production et d'échange.

C'est bien connu dans ce que l'on appelle le commerce durable ou responsable : il n'est durable et responsable que pour une petite partie de la valeur ajoutée

globale! L'oeconomie suppose de parvenir à un véritable équilibre entre les individus, les sociétés et entre l'humanité et la biosphère, équilibre que les entreprises sont incapables de créer. Pour parvenir à cet équilibre, nous avons besoin de concevoir des filières globales durables. Cela implique l'émergence de nouveaux agencements institutionnels, responsables de la totalité de la filière. L'évolution des critères de bonne gestion, leur élargissement au fil des années, comme l'atteste l'adoption de la norme ISO 26000, va déjà dans ce sens.

Concevoir une filière globale durable implique une traçabilité tout au long du processus de production et de consommation.

De leur côté, l'intérêt porté aux « fuites carbone » c'est-à-dire à la quantité d'énergie incorporée dans les biens importés et la discussion sur la taxation carbone aux frontières sont autant de pas dans la bonne direction. Mais un pas décisif sera fait en donnant à l'Organisation Mondiale du Commerce mission d'organiser le commerce international sur la base de filières durables.

7. Reconnaître aux territoires le statut d'acteur pivot de l'oeconomie et donner aux territoires les moyens de gérer leurs capitaux naturels, matériels, humains et immatériels

Quel est le meilleur niveau géographique et humain pour gérer une société durable, pour utiliser au mieux l'énergie, les ressources naturelles et le capital ? De même que, il y a 35 ans, chacun aurait affirmé que l'entreprise était l'acteur pivot de l'oeconomie, il semble évident que le niveau de l'Etat est le mieux à même d'organiser les différentes régulations nécessaires pour maintenir la société dans son domaine de viabilité. Encore récemment, les territoires locaux étaient plutôt considérés comme des réminiscences du passé, des échelles de gestion antérieures à la révolution industrielle. Dans la plupart des pays, c'est l'Etat national qui semblait le seul bon niveau pour concevoir une stratégie de modernisation, pour assurer la redistribution par la fiscalité. Aux yeux du nouvel ordre politique mis en place pour le 20e siècle, les territoires locaux étaient inconsciemment associés à l'idée de l'âge féodal ou pré-industriel. Mais, aujourd'hui, c'est l'Etat qui est en crise. Avec sa tradition de politique sectorisée,

avec sa vision linéaire du progrès économique et technique, l'Etat est aujourd'hui plus souvent du côté du problème que du côté de la solution.

Mais alors quel est le meilleur niveau de gouvernance de la production et de la consommation pour gérer tout à la fois les relations entre les êtres humains, entre l'humanité et la biosphère ? Et, plus encore, quel est le niveau le plus adapté pour gérer les différentes catégories de capitaux -matériels, immatériels, humains et naturels - ? A l'évidence, ce sont les territoires. D'ailleurs, on peut constater que dans nos économies modernes les territoires, et en particulier les grandes villes, sont devenus des acteurs déterminants, y compris du développement économique.

Cela est bien plus vrai encore lorsqu'on essaie d'imaginer la transition vers des sociétés durables. Prenez l'exemple de « l'économie circulaire » (que l'on appelle également souvent en Europe écologie industrielle ou écologie territoriale). Elle se développe au niveau local. Il en va de même pour « l'économie fonctionnelle », celle qui consiste à remplacer chaque fois que l'on peut des biens par des services. Même constat pour l'économie sociale et solidaire, qui combine l'approche marchande et non marchande des biens et des services.

A l'évidence, les territoires seront le deuxième acteur pivot de l'économie, le premier étant les filières durables. Malheureusement, encore aujourd'hui, les « territoires » ne sont pas vraiment considérés comme des acteurs sociaux et économiques. Trop souvent, on confond, quand on parle du territoire, les autorités locales et la société locale prises comme un tout.

Qui plus est, les territoires ne disposent pas véritablement des moyens de comprendre leur propre métabolisme. Il y a là un paradoxe : quoique nous disposions de myriades d'informations, une ville moderne connaît très mal la manière dont elle fonctionne ; au contraire, il y a 2000 ans un village chinois le savait parfaitement, tout simplement parce que sa survie même dépendait de cette connaissance. Comprendre les territoires comme des nœuds dans des systèmes de relations, non pas isolés du reste du monde mais reliés à lui, voilà le premier changement à introduire. Mais ce n'est qu'un point de départ. Nous devons ensuite concevoir de nouvelles institutions, ce que j'appelle les « agences

oeconomiques territoriales », capables de tirer parti de tous les atouts d'un territoire et d'inventer pour les gérer de nouveaux agencements institutionnels.